



PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

ARRETE MODIFICATIF
portant enregistrement d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

N° IC : 2013/0042
MTB

Le préfet des Côtes d'Armor
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement autorisant G.A.E.C. DU PONT AU MARAIS (MAILLARD-CHENU) à exploiter un élevage porcin de 3 026 places animaux équivalents, réparties comme suit :
- Site Le Pont au Marais à Corseul : 48 places maternité (144 PAE), 266 places gestantes-verraterie (798 PAE), 1 310 places engraissement (1 310 PAE)
 - Site La Landelle à Bourseul : 10 places quarantaine infirmerie (10 PAE), 548 places engraissement (548 PAE), 1 083 places post sevrage (216 PAE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** la demande du 10 juillet 2013 concernant la restructuration externe d'un élevage porcin en vue de la reprise partielle, l'extension du cheptel autorisé dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur, la mise à jour de la gestion des déjections, la construction d'un atelier engraissement de 240 places et d'un quai d'embarquement ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 juin 2014 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 27 juin 2014 ;

CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 11 juillet 2008 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la gestion des effluents respecte la réglementation en vigueur ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 sont modifiées comme suit :

«1.1. - Monsieur Nicolas CHENU, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à Bourseul au lieu dit La Landelle, est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZI n° 48), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1 072 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 10 places quarantaine infirmerie (10 PAE), 872 places engraissement (872 PAE), 950 places post sevrage (190 PAE).

1.2. – Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2102 – 2 a de la nomenclature, le pétitionnaire doit respecter la réglementation en vigueur et les prescriptions définies ci-après ».

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'article 2 (2.1 - 2.2 – 2.3.) de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 sont modifiées comme suit :

« 2.1. – Effectifs :

2.1.1. – L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne doit pas dépasser 872 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 950 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. – Le pétitionnaire doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).

La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 2 865 animaux et celle de porcelets ne doit pas dépasser 6 750 animaux .

2.2. – Alimentation biphase :

2.2.1. – L'alimentation biphase est mise en place et sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe ;

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques de défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. – Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. – Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 »

L'alinéa 2.4 - Autres de l'article 2 et l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 sont supprimés.

Les articles 4, 5, 6 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 restent inchangés.

ARTICLE 3 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Bourseul pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Bourseul pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins du pétitionnaire ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

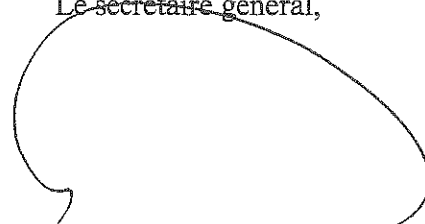
- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

ARTICLE 5 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor le sous-préfet de Dinan, le maire de Bourseul et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le 11 JUIL. 2014

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,



Gérard Derouin

